



**Pouvoir adjudicateur**  
**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE**  
**LIMOGES**  
**Etablissement support du GHT du Limousin**  
2, avenue Martin Luther King  
87042 LIMOGES CEDEX  
Cellule de la Commande Publique  
Adresse électronique :  
[celluledesmarches@chu-limoges.fr](mailto:celluledesmarches@chu-limoges.fr)



## **Marchés Publics de [fournitures courantes et services]**

Procédure n° AOO 07.2025 GHT-TRANSPORT

# **PRESTATIONS DE TRANSPORT DE PATIENTS POUR LE GHT DU LIMOUSIN**

### **Procédure utilisée**

Procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

## **Règlement de la consultation**

**Organe de publication :**

BOAMP ☒

JOUE ☒

Marchés online ☒



**Date et heure limites de réception des plis :**

**mercredi 14 janvier 2026 à 12h00, délai de rigueur**

## **REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

**IMPORTANT :**

LES OFFRES SERONT DEPOSÉES EXCLUSIVEMENT **PAR VOIE DÉMATERIALISÉE.**

L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI DEVRA IMPERATIVEMENT ACQUERIR UN CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE POUR SIGNER LE MARCHÉ.

**TOUS LES ÉCHANGES AURONT LIEU PAR COURRIELS SECURISÉS VIA LA PLATEFORME :**

**[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**

LES CANDIDATS DOIVENT DONC IMPERATIVEMENT RENSEIGNER UNE **ADRESSE COURRIEL VALIDE** LORS DE LEUR INSCRIPTION SUR LA PLATEFORME AFIN DE RECEVOIR LES DIFFERENTS COURRIERS ET NOTIFICATIONS.

**ATTENTION : EN CAS DE DEPOTS MULTIPLES, SEUL LE DERNIER PLI SERA OUVERT**

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE I. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE II. OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>7</b>
ARTICLE 1. INTITULE DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 2. MODE DE PASSATION	7
ARTICLE 3. TYPE DE MARCHÉ	7
ARTICLE 4. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	8
Article 4.1. Décomposition en lots	8
ARTICLE 5. TYPE DE CONTRAT	10
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHÉ ET RE CONDUCTION(s)	10
Article 6.1. Durée du marché	10
Article 6.2. Reconduction(s)	11
ARTICLE 7. DELAI D'EXECUTION	11
ARTICLE 8. CLASSIFICATION CPV	11
<b>CHAPITRE III. CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>11</b>
ARTICLE 9. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 10. MARCHES RESERVES	11
ARTICLE 11. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	12
Article 11.1. Variantes à l'initiative des soumissionnaires	12
Article 11.2. Prestations supplémentaires éventuelles à l'initiative de l'acheteur	12
ARTICLE 12. MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC	12
ARTICLE 13. DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT	12
ARTICLE 14. SOUS-TRAITANCE	12
<b>CHAPITRE IV. CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)</b>	<b>13</b>
ARTICLE 15. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	13
ARTICLE 16. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	14
ARTICLE 17. COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE	14
ARTICLE 18. MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	15
<b>CHAPITRE V. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>16</b>
ARTICLE 19. DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS	16
ARTICLE 20. CONDITIONS DE REDACTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	16
ARTICLE 21. CONTENU DU DOSSIER	16
ARTICLE 22. CONTENU DE LA CANDIDATURE	16
ARTICLE 23. CONTENU DE L'OFFRE	17
ARTICLE 24. PIECES SUPPLEMENTAIRES	18
ARTICLE 25. MODE DE REMISE DES PLIS	18
<b>CHAPITRE VI. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>19</b>
ARTICLE 26. OUVERTURE DES PLIS ET VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION	19
ARTICLE 27. EXAMEN DES CANDIDATURES	19
ARTICLE 28. EXAMEN DES OFFRES	19
Article 28.1. Critères de jugement des offres	19
Article 28.2. Clause de départage des candidats en cas d'égalité de note finale	20
Article 28.3. Traitement des offres anormalement basses	20
Article 28.4. Négociation	Erreur ! Signet non défini.

Article 28.5. Auditions..... *Erreur ! Signet non défini.*

ARTICLE 29. ATTRIBUTION ..... 21

ARTICLE 30. NOTIFICATION DES RESULTATS ..... 21

ARTICLE 31. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHE ..... 21

ARTICLE 32. INFORMATION DES CANDIDATS ET DES SOUMISSIONNAIRES NON RETENUS ..... 22

ARTICLE 33. SIGNATURE DU MARCHE ET NOTIFICATION..... 22

**CHAPITRE VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES..... 23**

ARTICLE 34. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ..... 23

ARTICLE 35. RECOURS ..... 23

*La présente procédure est régie par le code de la commande publique*

## Préambule

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signée le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

**Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :**

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourgageuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au **CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché** ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

## Chapitre I. Identification de l'acheteur

<b>Pouvoir adjudicateur :</b>	<b>CHU de Limoges</b> - Etablissement support du GHT du Limousin - Représenté par sa Directrice Générale
<b>Type de pouvoir adjudicateur :</b>	Etablissement public de santé.
<b>SIRET :</b>	26870851800017
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
<b>Adresse du profil acheteur</b>	<u><a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a></u>

<b>Référent administratif :</b>	<b>Julie MICHAUD et Marie GRANET</b>
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

<b>Référent technique :</b>	<b>Julien BONNEAU</b>
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

## Chapitre II. Objet de la consultation

### Article 1. Intitulé de la consultation

La présente consultation a pour objet **des prestations de transport de patients inclus dans l'article 80 de la Loi de Finances de la Sécurité Sociale pour 2017 (LFSS)\*, pour les établissements membres du GHT du Limousin dont la liste est indiquée dans le tableau ci-après.**

Lieu d'exécution de la prestation : Chacun des établissements concernés par la consultation.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans les Cahiers des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Etablissement concerné par cette consultation
CHU LIMOGES
CH BRIVE
CH ESQUIROL
CH TULLE
CH GUÉRET
CH USSEL
CH SAINT JUNIEN
HÔPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN (HIHL)
CH SAINT YRIEIX
CH LA VALETTE (SAINT VAURY)
CH AUBUSSON
CH BOURGANEUF
CH INTERCOMMUNAL DES MONTS ET BARRAGES (CHIMB)
CH CORNIL
CH BORT LES ORGUES
CH LES GENÊTS D'OR (EVAUX LES BAINS)
CH LA SOUTERRAINE

### Article 2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la procédure. Dans cette hypothèse, la présente consultation sera déclarée « sans suite » et l'ensemble des candidats en sera informé. Aucune indemnité ne sera accordée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation ou aux soumissionnaires ayant déposé une offre.

### Article 3. Type de marché

Il s'agit d'un marché public de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique.

#### Article 4. Décomposition de la consultation

**Les lots sont structurés en fonction du lieu de prise en charge, cependant il peut être utile aux candidats de bien regarder les volumétries qui mentionnent par établissement le nombre de transferts et les destinations.**

##### Article 4.1. Décomposition en lots

Le marché est alloté en application de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique.

Nombre de lots : 42

Les soumissionnaires sont autorisés à présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché public.

***NB :** il est rappelé ici qu'au sein d'une procédure allotie, chaque lot constitue un marché à part entière avec son propre titulaire et ses propres modalités d'exécution.*

*Après leur notification, chaque marché correspondant à un lot s'exécute de manière indépendante.*

*Toutefois, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne signer qu'un seul marché regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat.*

*L'acte d'engagement fera alors apparaître de manière distincte les lots, ainsi que leurs montants correspondants.*

##### Détail des lots :

Lot	Intitulé du lot
Lot 1	Transports sanitaires en ambulance au départ de Limoges à destination du département de la Corrèze
Lot 2	Transports sanitaires en ambulance au départ de Limoges à destination du département de la Creuse
Lot 3	Transports sanitaires en ambulance au départ de Limoges vers toutes destinations sauf départements Corrèze et Creuse
Lot 4	Transports sanitaires en TAP au départ de Limoges à destination du département de la Corrèze
Lot 5	Transports sanitaires en TAP au départ de Limoges à destination du département de la Creuse
Lot 6	Transports sanitaires en TAP au départ de Limoges vers toutes destinations sauf départements Corrèze et Creuse
Lot 7	Transports sanitaires en ambulance au départ de Saint-Junien vers toutes destinations*
Lot 8	Transports sanitaires en TAP au départ de Saint-Junien vers toutes destinations*
Lot 9	Transports sanitaires en ambulance au départ de Saint-Yrieix vers toutes destinations*
Lot 10	Transports sanitaires en TAP au départ de Saint-Yrieix vers toutes destinations*
Lot 11	Transports sanitaires en ambulance au départ de Saint-Léonard de Noblat vers toutes destinations*
Lot 12	Transports sanitaires en TAP au départ de Saint-Léonard de Noblat vers toutes destinations*
Lot 13	Transports sanitaires en ambulance au départ du Dorat, Magnac-Laval ou Bellac (sites HIHL) vers toutes destinations*

Lot 14	Transports sanitaires en TAP au départ du Dorat, Magnac-Laval ou Bellac (sites HIHL) vers toutes destinations*
Lot 15	Transports sanitaires en TPMR au départ du département de la Haute-Vienne vers toutes destinations*
Lot 16	Transports sanitaires en ambulance bariatrique au départ du département de la Haute-Vienne vers toutes destinations*
Lot 17	Transports sanitaires en ambulance au départ de Guéret vers toutes destinations*
Lot 18	Transports sanitaires en TAP au départ de Guéret vers toutes destinations*
Lot 19	Transports sanitaires en ambulance au départ de Saint Vaury vers toutes destinations*
Lot 20	Transports sanitaires en TAP au départ de Saint Vaury vers toutes destinations*
Lot 21	Transports sanitaires en ambulance au départ de La Souterraine vers toutes destinations*
Lot 22	Transports sanitaires en TAP au départ de La Souterraine vers toutes destinations*
Lot 23	Transports sanitaires en ambulance au départ d'Aubusson vers toutes destinations*
Lot 24	Transports sanitaires en TAP au départ d'Aubusson vers toutes destinations*
Lot 25	Transports sanitaires en ambulance au départ de Bourgneuf vers toutes destinations*
Lot 26	Transports sanitaires en TAP au départ de Bourgneuf vers toutes destinations*
Lot 27	Transports sanitaires en ambulance au départ d'Evaux les Bains vers toutes destinations*
Lot 28	Transports sanitaires en TAP au départ d'Evaux les Bains vers toutes destinations*
Lot 29	Transports sanitaires en TPMR au départ du département de la Creuse vers toutes destinations*
Lot 30	Transports sanitaires en ambulance bariatrique au départ du département de la Creuse vers toutes destinations*
Lot 31	Transports sanitaires en ambulance au départ de Tulle vers toutes destinations*
Lot 32	Transports sanitaires en TAP au départ de Tulle vers toutes destinations*
Lot 33	Transports sanitaires en ambulance au départ de Brive vers toutes destinations*
Lot 34	Transports sanitaires en TAP au départ de Brive vers toutes destinations*
Lot 35	Transports sanitaires en ambulance au départ d'Ussel vers toutes destinations*
Lot 36	Transports sanitaires en TAP au départ d'Ussel vers toutes destinations*
Lot 37	Transports sanitaires en ambulance au départ de Cornil vers toutes destinations*
Lot 38	Transports sanitaires en TAP au départ de Cornil vers toutes destinations*
Lot 39	Transports sanitaires en ambulance au départ de Bort les Orgues vers toutes destinations*

Lot 40	Transports sanitaires en TAP au départ de Bort les Orgues vers toutes destinations*
Lot 41	Transports sanitaires en TPMR au départ du département de la Corrèze vers toutes destinations
Lot 42	Transports sanitaires en ambulance bariatrique au départ du département de la Corrèze vers toutes destinations*



\* Vers toutes destinations signifie vers toutes destinations intra- département ou hors département.


## Article 5. Type de contrat

La présente procédure donne lieu à la conclusion d'un **accord-cadre à bons de commande multi-attributaires** conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique (CCP).

**Pour le CH de la Souterraine La présente procédure donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande Mono- attributaire conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique (CCP).**

Il est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur en application de l'article R. 2162-4 du CCP.

Un tableau détaillant les montants maximums annuels pour chacun des lots est joint en annexe du CCAP sous la référence :

-  CCAP\_Annexe2\_Montant\_maximum\_annuel\_par\_lot

Chaque lot pourra être attribué au **maximum à 5 attributaires** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres).

### **La répartition des bons de commande entre attributaires pour chaque lot est la suivante :**

La répartition des bons de commandes se fera par la technique dite en « cascade ».

Cette dernière consiste à faire appel en priorité au titulaire qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse (celui qui aura obtenu la meilleure note au classement des offres), dit titulaire de « rang 1 ».

En cas d'indisponibilité de ce dernier, l'acheteur s'adressera au titulaire dont l'offre a été classée deuxième (dit titulaire de « rang 2 ») et ainsi de suite jusqu'au dernier titulaire du lot.

Les bons de commandes seront émis par les établissements concernés par le marché au fur et à mesure des besoins en application des articles R. 2162-2 2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

## Article 6. Durée du marché et reconduction(s)

### **Article 6.1. Durée du marché**

Le marché est conclu, en application des articles L. 2112-5 et L. 2125-1 1° du Code de la commande publique, pour une période initiale allant de la date du 1<sup>er</sup> juin 2026 jusqu'au 31 mai 2027.

**Article 6.2. Reconduction(s)**

Le présent marché est reconductible.

Le marché pourra être reconduit **de manière TACITE trois fois** par période de douze mois à compter de sa date d'anniversaire.

Le marché ne pourra pas excéder la période de 48 mois avec une date de fin prévue au 31 mai 2030.

Le silence gardé par le CHU de Limoges reconduit automatiquement le marché.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur prendra la décision de ne pas reconduire le marché, il fera part de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 30 jours avant la fin de la durée de validité du contrat. Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 7. Délai d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués au C.C.T.P. du présent marché.

**Article 8. Classification CPV**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
60130000-8 Services spécialisés de transport routier de passagers

**Chapitre III. Conditions de la consultation****Article 9. Délai de validité des offres**

A compter de la date limite de réception des offres, les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant **9 mois**.

**Article 10. Marchés réservés**

Des prestations sont-elles réservées au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R. 2113-7 et R.2113-8 du Code de la commande publique:

☐ Oui ☒ Non

## Article 11. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

### Article 11.1. Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

### Article 11.2. Prestations supplémentaires éventuelles à l'initiative de l'acheteur

Des prestations supplémentaires éventuelles à l'initiative de l'acheteur sont exigées.

**La PSE aura pour objet l'intégration d'une tarification de nuit et en weekend pour les lots 7, 9, 10, 11, 12, 19, 25, 26, 31.**

Tous les candidats devront obligatoirement présenter une offre chiffrant cette PSE sous peine de voir leur offre qualifiée irrégulière.

## Article 12. Modifications au marché public

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions fixées aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## Article 13. Dispositions relatives au groupement

Les groupements entre plusieurs soumissionnaires sont autorisés.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- ✓ en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- ✓ en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

**Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) public(s) :**

**En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.**

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

## Article 14. Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance au sens des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du (des) marché(s).

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) le cas échéant les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## Chapitre IV. Contenu et conditions d'obtention du dossier de Consultation (DCE)

### Article 15. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

1	Le formulaire DC1
2	Le formulaire DC2
3	Le présent règlement de la consultation et ses annexes : -Annexe 1 : relative aux modalités de présentation des offres et réponses dématérialisées -Annexe 2 : guide relatif à la signature électronique des documents sur la PLACE pour les fournisseurs ; -Annexe 3 : guide relatif aux candidatures ; -Annexe 4 : Le cadre de mémoire technique à compléter par le candidat ; -Annexe 5 : Le questionnaire concernant le développement durable et les mesures sociales à compléter par le candidat.
4	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes : -Annexe1 : La liste des trésoreries des établissements parties du GHT Limousin -Annexe 2 : Le tableau des montants maximums annuel par lot -Annexe 3 : Le tableau des montants estimatifs annuel par lot -Annexe 4 : les bordereaux de prix (comprenant BPU/bordereau de simulation de prix et / BPU PSE) à compléter par les candidats. <b>Attention : 42 fichiers avec un onglet BPU et un onglet simulation de commande</b>
5	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
6	L'acte d'engagement et son annexe -Annexe 1 « engagement mandataire »

## Article 16. Obtention du dossier de consultation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2871872&orgAcronyme=x7c>

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation.

**Toutefois, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.**

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Avertissement : L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment ***nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr*** ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

## Article 17. Communications et échanges d'informations par voie électronique

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence. Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné à l'article précédent.

**Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).**

**Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais. Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations**

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip, .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

### Article 18. Modifications de détails du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier le contenu des documents composant le dossier de consultation.

Ils sont de ce fait dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande de l'acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

## Chapitre V. Conditions d'envoi ou de remise des plis

### Article 19. Date et heure limites de réception des plis

Date limite indiquée en page 2 du présent Règlement de la consultation.

### Article 20. Conditions de rédaction des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les offres chiffrées des candidats doivent nécessairement être exprimées en EURO.

### Article 21. Contenu du dossier

Chaque soumissionnaire se doit de produire un dossier de candidature et une offre complète comprenant l'ensemble des pièces visées au présent RC.

*Nota : Ces documents n'ont pas à être signés, seul le contrat lui-même devra être signé à l'issue de la procédure d'attribution (ATTRI 1).*

### Article 22. Contenu de la candidature

**En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.**



L'attributaire devra tout de même fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

✓ Pour l'appréciation des capacités juridiques, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- La lettre de candidature et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants, uniquement pour les groupements (modèle de lettre de candidature ou forme libre), dûment complétée par chacun des cotraitants en cas de groupement (**formulaire DC1** ou forme libre) précisant :
  - La dénomination sociale du candidat, son adresse et ses coordonnées (téléphone, Fax, courriel),
  - L'objet de la candidature et le ou les lots concernés.
  - La forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire,
  - Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il

est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

✓ Pour l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; (**formulaire DC2** ou format libre)
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation de la liste des principales prestations des 3 dernières années en rapport avec l'objet du marché, notamment la liste des personnes publiques avec lequel le prestataire a ou a eu un marché ;
- Pour les sociétés ambulancières, l'agrément délivré par l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;
- Pour les sociétés de taxis, la convention les liant aux caisses primaires d'assurance maladie.

Afin de faciliter la rédaction de sa candidature, le soumissionnaire peut recourir aux formulaires types du Ministère de l'Économie et des Finances (DC1, DC2...) disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

**NOTA :** En application de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

## Article 23. Contenu de l'offre

Le candidat remet à l'appui de son offre :

**Pour chaque lot :**

- ✓ **Le « Bordereau de prix unitaires » (BPU)** dûment complété et daté :
  - onglet 1 : BPU
  - onglet 2 : Simulation de Commande (hors PSE)
  - onglet 3 : PSE (uniquement pour les lots 7, 9, 10, 11, 12, 19, 25, 26 et 31) ;
- ✓ **Le cadre de mémoire technique** dûment complété et daté ;
- ✓ **Une offre technique** détaillant l'ensemble des dispositions prises par le candidat pour la réalisation de la prestation ;

- ✓ Le questionnaire « développement durable et mesures sociales » dûment complété et daté par le candidat ;
- ✓ L'acte d'engagement et son annexe « mandataire » dûment complétés, datés et signés.

#### Article 24. Pièces supplémentaires

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les documents suivants dans la candidature :

- Si le candidat emploie des salariés, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail.
- Les attestations fiscales et sociales :
  - Pour le candidat établi en France : l'attestation URSSAF et des liasses fiscales n°3666,
  - Pour le candidat établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

#### Article 25. Mode de remise des plis

**Les candidats doivent impérativement, pour leur réponse, utiliser la voie dématérialisée conformément à l'article 20 du présent règlement de la consultation.**

La candidature et l'offre devront respecter les formats autorisés à l'article 20 du présent règlement de la consultation.

**Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le candidat devra se conformer aux dispositions indiquées dans l'annexe au règlement de la consultation « PROCEDURE POUR LES REPONSES DEMATERIALISEES »**

**Considérant le volume du marché, il est fortement recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute ».**

**Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

Adresse d'envoi de la copie de sauvegarde :

**CHU de Limoges**  
Bâtiment Médico Administratif  
**Cellule de la Commande Publique, bureau 1-31**  
Avenue Martin Luther King  
87042 LIMOGES CEDEX

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite de réception des offres seront effacés sans avoir été lus. Le candidat en est informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte. Le dossier doit avoir été transmis de manière complète en une seule fois.

## Chapitre VI. Examen des candidatures et jugement des offres

### Article 26. Ouverture des plis et vérification des conditions de participation

**Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.**

Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées en application des articles R.2143-2 et R. 2151-5 du Code de la commande publique.

En cas de virus, ou lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue ou n'a pas pu être ouverte, le pouvoir adjudicateur ouvrira la copie de sauvegarde conformément à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

### Article 27. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant élimine les candidatures qui, en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, ne peuvent être admises. Les candidatures sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidats non retenus en sont informés :

- ✓ Capacité économique et financière : Aucun niveau spécifique minimal exigé
- ✓ Capacité technique et professionnelle : Aucun niveau spécifique minimal exigé

Le Pouvoir adjudicateur peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Le Pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

### Article 28. Examen des offres

Chaque lot est attribué séparément. Un soumissionnaire peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

#### Article 28.1. Critères de jugement des offres

Les offres seront jugées et notées sur un total de 100 points à partir des 3 critères définis ci-après, chaque critère étant noté selon son importance dans une logique de pondération, dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R2152-12 du Code de la commande publique.

Critères de jugement des offres	Note sur 100
<b>1 - Prix de l'offre</b> , analysé sur la base du montant global porté à la simulation de commande complétée par le candidat ( <b>Onglet numéro 2 de l'annexe financière</b> )	<b>Note sur 70</b> (soit 70% de la note finale)
<b>2 – Valeur technique de l'offre</b> , évaluée sur la base du cadre de mémoire technique remis par le candidat et sur la base des <u>3 sous-critères suivants</u> :  <b>2.1</b> Moyens matériels affectés à la réalisation des prestations : véhicules, localisation ainsi que leurs caractéristiques techniques: <b>10 points</b>  <b>2.2</b> Moyens humains mis à disposition pour la réalisation des prestations et qualifications du personnel affecté : <b>5 points</b>  <b>2.4</b> Lisibilité et présentation de la facture : analysée à l'aune de la facture témoin produite par le candidat : <b>5 points</b>	<b>Note sur 20</b> (soit 20% de la note finale)
<b>3. Développement Durable et Mesures Sociales</b> , analysé à l'aune de l'annexe 5 « Questionnaire développement durable et mesures sociales » rempli par le candidat : <b>10 points</b>	<b>Note sur 10</b> (soit 10% de la note finale)

Le critère prix sera analysé par application de la formule suivante :

Note de l'offre =  $70 \times (\text{valeur de l'offre la moins-disante} / \text{valeur de l'offre analysée})$ .

Les offres sont notées sur 100 points, par addition des notes obtenues pour chacun des critères.

La notation sera arrondie à la décimale supérieure.

Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-6 du code de la commande publique sont notées et classées par ordre décroissant en appliquant les critères de jugement des offres précités.

Le classement des offres sera réalisé au plus fort point constitué de la somme des notes des critères. En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la simulation de commande sera rectifié en conséquence.

De même, en cas d'erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans cette simulation de commande, le candidat sera invité par le Représentant du pouvoir adjudicateur à les rectifier. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la simulation de commande qui sera pris en compte.

#### **Article 28.2. Clause de départage des candidats en cas d'égalité de note finale**

Dans le cas où des candidats seraient classés ex aequo dans le cadre de l'analyse des offres du présent marché, le candidat obtenant la meilleure note au critère n°1 sera désigné comme attributaire du marché.

Les prestataires non retenus seront alors informés des modalités d'attribution mises en œuvre dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats.

#### **Article 28.3. Traitement des offres anormalement basses**

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique, une demande de justification est envoyée à (aux) l'(les) entreprise(s) concernée(s). En fonction des réponses, l'acheteur choisit ou non de déclarer l'offre comme compétitive ou anormalement basse. Dans le dernier cas, l'offre est éliminée pour irrégularité et n'est pas notée.

## Article 29. Attribution

Le pouvoir adjudicateur choisit les offres qu'il juge économiquement les plus avantageuses en application des critères de jugement des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de solliciter la régularisation de tout ou partie des offres susceptibles d'être régularisées, conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique dans le respect de l'égalité de traitement entre les soumissionnaires.

Si le pouvoir adjudicateur ne demande pas la régularisation des offres ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci seront éliminées.

**Les soumissionnaires dont les offres sont les mieux notées et arrivent premières au classement seront retenus pour l'accord-cadre. Leur priorité lors de l'émission des bons de commande sera établie au regard de leurs notes respectives.**

## Article 30. Notification des résultats

Il est précisé que les délais d'analyse des offres et d'instruction des dossiers peuvent être longs tout en respectant le délai de validité des offres.

**Aucune réponse orale ne sera apportée quant à la décision d'attribution du marché issu de cette consultation.** Il est donc inutile de contacter par téléphone le service en charge de la passation de la procédure ou les services prescripteurs pour connaître la décision prise par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats recevront uniquement par écrit les informations relatives au choix du pouvoir adjudicateur dès que ce dernier aura statué.

## Article 31. Documents à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le marché ne pourra être définitivement attribué au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public que sous réserve que celui-ci produise (dans le cas où il ne l'aurait pas déjà fait au moment du dépôt de son pli et sous réserve des dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique) dans le délai indiqué dans le courrier/courriel qui lui est adressé, les documents prévus aux articles R. 2143-6 à R.2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le ou les attributaire(s) provisoire(s) doit (vent) également remettre à l'acheteur, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le pouvoir adjudicateur.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1 à R.2142-14 et R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, il fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

En application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, quand le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne peut produire les attestations et certificats précités dans le délai fixé ci-dessus, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

**En outre, le candidat sollicité devra compléter, signer et transmettre au pouvoir adjudicateur son acte d'engagement (ou formulaire ATTR11), dans le délai indiqué dans le courrier/courriel qui lui est adressé.**

Une mise au point du marché avec le soumissionnaire retenu pourra également être effectuée dans le respect des conditions de l'article R. 2152-13 du code de la commande publique.

## **Article 32. Information des candidats et des soumissionnaires non retenus**

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide de rejeter une candidature ou une offre, il notifie par écrit à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature ou de son offre en lui indiquant les motifs de ce rejet conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 du code de la commande publique.

Ces notifications se font via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Lorsque cette notification intervient après l'attribution du marché public, elle précise, en outre, le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Elle mentionne également la date à compter de laquelle l'acheteur est susceptible de signer le marché public dans le respect des dispositions de l'article R. 2182-1 du code de la commande publique.

## **Article 33. Signature du marché et notification**

Les marchés sont signés et notifiés aux soumissionnaires retenus après l'expiration du délai réglementaire de suspension des offres.

Les soumissionnaires retenus ne bénéficieront de la qualité de titulaire qu'à compter de la réception de la notification du marché via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>. (laquelle consiste en l'envoi d'une copie du marché signé).

## Chapitre VII. Renseignements complémentaires

### Article 34. Obtenir des renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration de leurs offres, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au CHU de Limoges au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des plis. Cette demande devra être adressée :

**Par voie électronique uniquement** via la plateforme : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Dans la mesure du possible, les candidats devront veiller à grouper leurs questions sous une seule et même demande.

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée à leur question. Dans la mesure du possible, les candidats sont invités à poser toutes leurs questions en même temps.

### Article 35. Recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

#### Tribunal Administratif de Limoges

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** : après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci – Article L.551-13 à L.551-23 du même code.
- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme en ce qui concerne les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.